



CHAPITRE 107

LOI CONCERNANT LES MANŒUVRES FRAUDULEUSES ET LA CORRUPTION DANS LES AFFAIRES MUNICIPALES

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi* Titre abrégé.
sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales.

SECTION I

DE LA CORRUPTION MUNICIPALE DANS LES CITÉS ET LES VILLES

2. Toute personne qui :

1° Directement ou indirectement promet, offre, donne ou fournit, ou contribue à faire promettre, offrir, donner ou fournir, en tout ou en partie, à un membre du conseil d'une municipalité de cité ou de ville, ou à un officier de telle municipalité, avant ou après qu'il s'est rendu habile, et a pris son siège ou qu'il est entré en fonction, quelque somme d'argent, effet, droit d'action ou autre chose, valeur ou avantage pécuniaire, actuellement ou en perspective, ou quelque part dans un contrat ou une entreprise, avec l'intention d'influencer son vote, son opinion, son jugement ou sa ligne de conduite à l'égard d'une question, affaire, cause ou procédure qui peut être alors pendante ou peut, en vertu de la loi, être en tout temps amenée devant lui, en sa qualité officielle ; ou

2° Accepte un don, une promesse, ou une entreprise, avec l'entente que ce don, cette promesse ou cette entreprise influencera son vote, son opinion, son jugement ou sa ligne de conduite, à l'égard de toute question, affaire, cause ou procédure alors pendante ou qui pourra, en tout temps, être amenée devant elle, en sa qualité officielle ;—

Est, sur condamnation par un tribunal compétent, inhabile à remplir une charge dans le conseil ou sous le contrôle du conseil durant l'espace de cinq ans.

Cependant, dans les cas où le défendeur satisfait à une condamnation d'amende ou d'emprisonnement ou d'amende et d'emprisonnement prononcée contre lui, Durée de la déchéance réduite en certain cas.

l'inhabilité n'est que de dix-huit mois, à compter de la date du jugement de première instance. S. R. (1909), 5935.

SECTION II

DE LA CORRUPTION MUNICIPALE ET CIVIQUE

Inhabilité
d'un membre
du conseil
intéressé
dans un con-
trat, etc.

3. Tout membre d'un conseil municipal qui, sciemment, pendant la durée de son mandat, a ou a eu directement ou indirectement, par lui-même ou son associé, quelque part ou intérêt dans un contrat ou un emploi avec, sous ou pour le conseil, ou qui, sciemment, pendant la durée de son mandat a, par lui-même ou par son associé, ou ses associés, quelque commission ou intérêt, directement ou indirectement, dans un contrat ou relativement à un contrat, ou qui tire quelque avantage d'un contrat avec la corporation ou le conseil dont il fait partie, est, sur jugement obtenu contre lui en vertu des dispositions de la présente section, déclaré inhabile à remplir une charge dans le conseil ou sous le contrôle du conseil pendant l'espace de cinq ans. S. R. (1909), 5936.

Inhabilité
d'un mem-
bre du con-
seil qui a in-
térêt dans un
contrat.

4. Tout membre d'un conseil municipal qui a, sciemment, pendant la durée de son mandat, directement ou indirectement, par un associé ou des associés, ou par l'intermédiaire d'une autre personne, quelque intérêt commission ou pourcentage dans un contrat avec le conseil municipal dont il est membre, ou qui, sciemment, pendant la durée de son mandat, retire de ce contrat quelque avantage pécuniaire pour travaux exécutés ou à exécuter, est, sur jugement obtenu contre lui en vertu de la présente section, déclaré inhabile à remplir une charge dans ce conseil ou sous le contrôle de ce conseil durant l'espace de cinq ans. S. R. (1909), 5937.

Actionnaires
de Cies inté-
ressées.

5. Les articles 3 et 4 ne s'appliquent pas aux actionnaires dans une compagnie constituée de bonne foi en corporation. S. R. (1909), 5938.

Inhabilité des
conseillers à
remplir cer-
taines char-
ges.
Nomination
des conseil-
lers à certai-
nes charges.

6. Nul échevin ou conseiller ne peut remplir une charge ou fonction lucrative sous le contrôle de la corporation ou de la municipalité qu'il représente.

Aucun échevin ou conseiller ne peut être nommé à un emploi qui dépend de la municipalité, tant qu'il reste ainsi en fonction comme échevin ou conseiller; et la nomination d'un échevin ou conseiller à pareil emploi n'est valide que du moment où il a donné sa démission

comme échevin ou conseiller et que cette démission a été acceptée. S. R. (1909), 5939.

7. Le conseil de toute cité ou autre municipalité peut, par résolution, ou cinquante électeurs de toute cité ou autre municipalité peuvent par voie de requête adressée au juge ou aux juges de la Cour supérieure mentionnés dans l'article 8, en terme ou en vacances, demander à tel juge ou à tels juges d'ordonner de faire une enquête sur toutes matières mentionnées dans la résolution ou requête et se rapportant à quelque malversation, abus de confiance, ou autre inconduite de la part d'un ou de plusieurs membres du conseil ou officiers de la municipalité, ou d'une ou des personnes ayant un ou des contrats avec la municipalité, ou, dans le cas où le conseil de toute cité ou autre municipalité juge à propos de faire une enquête concernant une matière relative au gouvernement de la cité ou autre municipalité ou à la conduite de toute partie des affaires publiques de telle cité ou municipalité, et si le conseil ou les électeurs, en tout temps, présentent une requête demandant audit juge ou auxdits juges d'ordonner l'enquête celui-ci ou ceux-ci peut ou peuvent ordonner la tenue d'une enquête par celui de ses ou de leurs collègues qu'il désigne ou qu'ils désignent dans l'ordonnance.

Procédures dans les enquêtes sur les affaires municipales.

La requête ne peut être prise en considération à moins qu'elle n'allègue des accusations, actions ou faits articulés avec précision, et qui seuls feront l'objet de l'enquête. S. R. (1909), 5940; 4 Geo. V, c. 48, s. 1; 15 Geo. V, 63, s. 1.

Prise en considération de la requête.

8. La requête doit être soumise au juge en chef ou au juge en chef suppléant de la Cour supérieure, résidant dans les limites de la division d'appel auquel appartient le district dans lequel est située la municipalité dont le conseil ou les électeurs demandent l'enquête, ou, dans le cas d'absence ou d'incapacité d'agir du juge en chef ou du juge en chef suppléant, suivant le cas, à deux juges de la Cour supérieure résidant dans la même division d'appel. S. R. (1909), 5940a; 15 Geo. V, c. 63, s. 1.

A qui la requête est soumise.

9. Si la requête est présentée par des électeurs, elle doit être accompagnée d'une déposition sous serment d'un contribuable digne de foi et dont le nom est inscrit sur le rôle d'évaluation comme propriétaire d'immeubles valant au moins cinq mille dollars en sus de toute hypothèque dans les cités, et au moins cinq cents dollars dans

Am 163.V.C.12 d.3.
Affidavit et dépôt qui doivent accompagner la requête.

les autres municipalités, déclarant qu'il a raison de croire que les allégations de la requête sont vraies. Les électeurs doivent en même temps déposer la somme de cinq cents dollars, comme garantie des frais. S. R. (1909), 5941.

Pouvoirs du juge.

10. Le juge désigné dans l'ordonnance pour la tenue de l'enquête, après avoir donné avis, aux parties incriminées, de l'accusation portée et de la date à laquelle il procédera, fait enquête sur les accusations, actions ou faits allégués dans la requête; et il a, à cette fin, tous les pouvoirs conférés par la présente section et par toutes lois concernant les enquêtes touchant les affaires publiques.

Rapport.

Le juge continue cette enquête de jour en jour avec toute la diligence convenable et fait rapport au conseil sur ses résultats et sur la preuve faite au cours de l'enquête.

Rémunération.

Le juge, en faisant son rapport, statue sur les frais et il y fait mention des émoluments qui lui sont attribués pour travail supplémentaire par le juge en chef ou le juge en chef suppléant de la Cour supérieure, et, si c'est le juge en chef ou le juge en chef suppléant qui fait l'enquête, par un autre juge de cette cour. S. R. (1909), 5941a; 15 Geo. V, c. 63, s. 2.

Interrogatoire par écrit, de toute personne.

11. Le juge, de son propre mouvement ou à la demande d'un électeur, peut transmettre à toute personne des interrogatoires par écrit sur les matières au sujet desquelles il peut y avoir des renseignements à obtenir, et enjoindre à cette personne, ou, dans le cas d'une corporation, à un officier de cette corporation, de répondre par écrit à ces questions, dans un délai de trois jours, au moyen d'une déposition sous serment en la forme ordinaire. S. R. (1909), 5942.

Matières sur lesquelles porte l'enquête.

12. Le juge peut s'enquérir des transactions subséquentes des intéressés, si cela est nécessaire, pour s'assurer si une rémunération a été payée à tel échevin, conseiller ou fonctionnaire public, subséquentement au service rendu.

Interrogatoire des personnes et compagnies accusées.

Le juge, à sa discrétion ou à la demande d'autres personnes, peut interroger tout individu ou tout officier d'une corporation accusée d'avoir corrompu quelqu'un des fonctionnaires mentionnés dans la présente section, et les forcer de déclarer la considération payée ou promise, soit qu'elle consiste en actions à un taux plus bas que le prix du marché avec promesse de rachat à un prix plus élevé, ou en commission sur le montant du con-

Am.
16 S.V.C. 12.4.4

10 A 2 10^e g. 16 S.V.C. 12.4.6

trat obtenu, ou en commission sur le montant de l'ouvrage fait et des matériaux fournis, ou en une somme fixe de deniers, ou en une autre considération quelconque.

Le juge peut s'assurer généralement de quelle manière la récompense ou rémunération a été ou doit être payée, interroger toute partie à un transfert d'actions ou de valeurs quelconques, qui est mentionnée comme dépositaire en fidéicommis du produit de quelque transaction frauduleuse, et forcer ces personnes ou officiers à déclarer ce qu'elles connaissent de la transaction et à produire tout livre supposé contenir un mémoire ou une mention de la transaction en question. S. R. (1909), 5943.

Pouvoirs généraux du juge.

13. Nul échevin, conseiller ou employé d'une municipalité n'est exempté de rendre témoignage, parce qu'il n'est plus échevin, conseiller ni employé.

Obligation des échevins de témoigner.

Il peut aussi être forcé de faire connaître la rémunération ou récompense qu'il a reçue ou espéré recevoir, à raison de services qu'il a rendus en sa qualité officielle avant ou depuis la transaction en question. S. R. (1909), 5944.

Ce qu'ils doivent déclarer.

14. Quiconque néglige ou refuse sans raison valable de répondre d'une manière satisfaisante à une question ayant pour objet d'obtenir certains renseignements, dans le délai mentionné en l'article 10 ou dans tel autre délai qu'il plaira au juge de fixer, ou de rendre quelque témoignage en vertu de la présente loi, est réputé coupable de mépris de cour et condamné comme tel; mais nulle réponse faite par une personne ainsi entendue comme témoin ne peut être alléguée contre elle dans une poursuite prise en vertu de la présente section ou d'une autre loi de la Législature, si le juge lui a donné un certificat constatant qu'elle a réclamé le droit d'être exemptée de répondre pour la raison ci-dessus mentionnée et qu'elle a fait, à la satisfaction du juge, des réponses entières et véridiques. S. R. (1909), 5947.

Am 168 V.C. 12. 4. 6
Peines pour refus de témoigner, etc.

15. Toute personne accusée devant un juge en vertu des dispositions de la présente section, doit être entendue personnellement ou par procureur, et peut produire sa défense et ses témoins. S. R. (1909), 5948.

Comparution par procureur et défense.

16. Tout électeur municipal peut obtenir une copie du rapport du juge et de la preuve, ainsi que des documents s'y rattachant. S. R. (1909), 5945.

Temp 168 V.C. 12. 18.
Délivrance de copie du rapport, etc.

17. Toute poursuite en vertu des dispositions de la présente section est exercée par action pénale, inten-

Dispositions applicables aux actions.

tée conformément aux dispositions des articles 1150 et suivants du Code de procédure civile. S. R. (1909), 5949.

Répétition
des sommes
illégalement
payées.

18. Quiconque a payé quelque somme d'argent, commission, honoraire ou récompense à un membre du conseil municipal pour services rendus ou à rendre par tel membre en sa qualité officielle, qu'il s'agisse de services rendus par tel membre lui-même, directement ou indirectement, ou par l'entremise d'un tiers, et pour s'occuper d'une affaire devant le conseil ou devant un comité du conseil, peut, en tout temps, recouvrer cette somme par action ordinaire devant une cour de juridiction compétente. S. R. (1909), 5946.

Mots définis.

19. L'expression "membre d'un conseil municipal" comprend les conseillers municipaux, les échevins et les délégués de comté. S. R. (1909), 5950.

Maintien des
autres re-
cours.

20. Les dispositions de la présente section n'affectent aucun recours qui peut exister en vertu d'une autre loi ou du droit commun. S. R. (1909), 5951.
